

Les syndicats relancent Charles Michel

SOCIAL FGTB, CSC et CGSLB écrivent à la présidente du groupe des Dix

► Goblet, Ska, De Leeuw, Leemans et Coppens appellent à ouvrir sans tarder la « concertation sociale ».

► Le secrétaire général de la FGTB : « Il faut parler avant la fin des travaux budgétaires, je l'ai dit au Premier ministre... »

Les manifestations nationales, les actions de sensibilisation et les grèves générales resteront-elles sans effet sur la stratégie du gouvernement fédéral ? Les organisations syndicales implorent Charles Michel d'ouvrir le dialogue social, elles ne désespèrent pas de voir le Premier ministre briser la glace, et multiplient les offres en ce sens ces derniers jours.

Dernière en date : une lettre adressée mardi à la présidente du groupe des Dix (qui réunit les responsables patronaux et syndicaux), Michèle Sioen, qui préside la FEB par ailleurs. Lettre signée par l'ensemble des leaders syndicaux, en front commun : Marc Goblet et Marie-Hélène Ska, secrétaires généraux de la FGTB et de la CSC, ainsi que Rudy De Leeuw, Marc Leemans et Mario Coppens, présidents de la FGTB, de la CSC et de la CGSLB.

« Il faut mener une véritable concertation qui puisse déboucher sur des accords sociaux »

EXTRAIT DE LA LETTRE À MICHÈLE SIOEN

Rouges, verts et bleus invitent Michèle Sioen à réunir le Groupe des Dix « dans les plus brefs délais ». Précisent le but de l'opération : « Non pas une simple formalité, mais mener une

véritable concertation sociale qui puisse déboucher sur des accords sociaux. » Et soutiennent que les discussions devraient, d'une part, porter sur la révision de la loi Renault (qui organise les procédures à suivre en cas de licenciements collectifs), de l'autre, viser la conclusion d'accords sociaux « qui doivent réellement encourager le maintien, la redistribution et la création d'emplois »...

Marc Goblet ne lâche pas Charles Michel d'une semelle depuis la manifestation nationale de jeudi dernier : dans l'après-midi ce jour-là, il envoyait un SMS à Charles Michel, où il pressait le locataire du « Seize » de programmer un échange de vues sur la flexibilité et la formation des salaires ; deux jours plus tard, samedi, Charles Michel prenait son téléphone et expliquait à Marc Goblet que, oui, son gouvernement était ouvert à la discussion, assurait qu'il l'avait toujours été, et n'excluait pas d'avoir un premier contact lundi après-midi ; qui n'aura pas lieu, vu le crash d'ING, qui a chamboulé l'agenda du Premier, lequel, dans le feu de l'action, a reçu prioritairement les syndicats de l'entreprise ; qu'à cela ne tienne, mardi, Marc Goblet reprend son bâton de pèlerin, sollicite ses collègues à la CSC et la CGSLB, afin que tous s'adressent à Michèle Sioen, toujours dans le même objectif : la concertation sociale.

Marc Goblet nous précisait mardi : « Nous sommes preneurs de véritables discussions sur les grands enjeux socio-économiques, mais il faut des interlocuteurs pour cela, et un calendrier utile... Les interlocuteurs, c'est le gouvernement et le patronat, auxquels nous relançons un appel. Quant au calendrier, nous souhaitons que le Premier et les membres de son gouvernement nous entendent avant que les travaux budgétaires aient abouti évi-

demment. Nous pourrions vérifier dans les prochains jours s'il y a une réelle volonté de dialoguer. » ■

DAVID COPPI

ACTIONS SYNDICALES

Des arrêts de travail ce vendredi

Les syndicats ont renoncé à la grève générale initialement annoncée ce vendredi. Mais tous n'ont pas renoncé à se manifester à l'occasion du deuxième anniversaire du gouvernement Michel. Ainsi, des perturbations sont attendues dans les bus wallons. La situation s'annonce plus calme à la SNCB, où les syndicats indiquent ne pas avoir l'intention de mener d'actions importantes. Pas de grosses perturbations attendues non plus à la Poste. La situation est plus confuse dans les écoles. Les enseignants sont invités par leurs syndicats (CGSP, CSC, SLFP, Sel et Appel) à gagner Wavre, vendredi, à 11 heures, pour rejoindre la concentration organisée par les syndicats des services publics dans la ville du Premier ministre. Les enseignants qui participeront à cette manifestation seront couverts. Par ailleurs, le front commun de l'enseignement appelle les professeurs qui travaillent à Wavre à organiser un arrêt de travail d'une heure, à partir de 11 heures. Ils seront couverts aussi. (B.Dy et P.Bn)

budget Toucher à l'index ? Le CD&V cale

Les travaux budgétaires se poursuivent au fédéral. Pour rappel, la suédoise doit trouver 4,2 milliards d'euros pour le premier mardi d'octobre, et le discours de rentrée du Premier ministre à la Chambre.

Mais, pour ce qui concerne ce montant, l'imparfait semble désormais de mise. Nous indiquions mardi qu'il était question de réduire la facture, donc d'alléger l'effort à produire pour combler le « trou ». La presse flamande avançait un chiffre : 2,5 milliards d'euros. La barre serait donc descendue « suite à des contacts fructueux avec la

Commission européenne ».

Si les partenaires de la suédoise sont d'accord, semble-t-il, sur cette façon d'opérer, ils le sont beaucoup moins sur les mesures à prendre pour « aller chercher » les 2 à 3 milliards manquants.

Les chrétiens-démocrates sont hostiles à toute forme de manipulation de l'indexation

Prenez l'index. Faut-il y toucher ? La « piste » est sur la table. On le confirmait mardi dans certains cabinets ministériels. La N-VA n'en fait pas mystère : les nationalistes se

sont avancés publiquement il y a quelques jours, disant souhaiter que le gouvernement procède à un saut d'index ciblé, visant les fonctionnaires. La RTBF évoquait mardi après-midi certains scénarios, eux aussi ayant trait à l'index.

Le premier consiste à modifier le panier de produits qui entre dans la composition de l'indice pour arriver à un report du moment de l'indexation. Une technique déjà utilisée sous le gouvernement Di Rupo. « *Nous appliquons les bonnes vieilles recettes socialistes* », sourit un proche de la négociation. Une autre piste consiste à redéfinir la date à

laquelle les indexations sont dues, ce qui permettrait d'en reporter un certain nombre et, donc, de gagner quelques mois. Que pense-t-on de tout cela côté CD&V ? On nous l'affirme : les chrétiens-démocrates sont hostiles à toute forme de manipulation de l'indexation et ne veulent pas non plus d'un nouveau « saut d'index ». Les ministres n'en sont toutefois pas encore arrivés à faire des choix parmi ces pistes. Cela devrait se produire ce week-end, l'idée étant toujours de boucler le budget pour le début de la semaine prochaine. ■

D.Ci et B.Dy